Géorgie: Silence, les étudiants manifestent!

Description

Sept ans après le mouvement Kmara ! (Assez !) qui a accompagné la révolution des roses, les jeunes étudiants géorgiens descendent de nouveau dans la rue. Mais la comparaison s'arrête là: les étudiants de Targmne ! (Traduis !) sont plus prosaïques, moins utopistes et bien seuls…

Pour la plupart, les jeunes de *Kmara!* ont, aujourd'hui, intégré les postes libérés par le renvoi des fonctionnaires marqués par l'ère Chevardnadzé; certains se sont même retrouvés au plus haut niveau, dans l'entourage du fougueux président Mikheïl Saakachvili. Les révolutionnaires de la veille sont devenus les forces dirigeantes d'aujourd'hui, voire -ajoutent quelques-uns- les conservateurs de demain. Après sept ans de réflexion, un nouveau mouvement estudiantin, cette fois circonscrit à Tbilissi, retrouve depuis le 15 avril les vertus de la désobéissance civile, mais sur le mode artisanal, sans subventions étrangères ni soutien médiatique international.

Un sentiment de ras-le-bol qui éclate enfin

Le point de départ de ce mouvement étudiant pour l'instant très marginal est précisément localisé: l'Université d'État de Tbilissi Ivane Djavakhichvili, dite TSU (*Tbilissi State University*). Quelques centaines de jeunes manifestent depuis le 15 avril, la bouche recouverte d'un masque marqué d'une croix noire, symbole de l'absence de liberté de parole. Les affiches brandies et les quelques posters collés à la sauvette sur les murs étonnent: on se croirait presque à Paris en mai 1968. Les étudiants ont en effet eu la facétieuse idée d'utiliser les fameux slogans (« Sois jeune et tais-toi ! »; « La Beauté est dans la rue ») et posters des turbulentes journées rouges françaises, autant pour se motiver que pour s'inscrire dans une sorte de continuité historique.

© Tazo Kupreishvili, avril 2011 (https://www.tumblr.com/),

Les étudiants de la TSU sont, depuis des décennies, représentés par un Conseil autogéré d'étudiants qui fait suite à l'organisation soviétique des Komsomols, association de la jeunesse placée sous le contrôle du Parti communiste à des fins d'enrôlement. Ce Conseil a pour fonction officielle de représenter les étudiants, de les soutenir dans leur formation universitaire (défense de leurs droits, soutien éducatif, aide à la recherche, modernisation du système éducatif et proposition de loisirs éducatifs) et, accessoirement, d'organiser leurs loisirs. Doté d'un confortable budget annuel de plus de 780 000 laris (soit environ 320 000 euros), cette association n'a pas l'heur de plaire à tout le monde. Une poignée de jeunes critiquent sa gestion financière, l'argent étant prioritairement consacré aux loisirs sportifs et culturels, aux dépens des besoins réels des étudiants. Refus de dialoguer, violence et radicalisation s'enchaînent. Doit-on y voir le point de départ d'un mouvement promis à plus d'ampleur ? Le fait est que le mouvement, très limité, attire les partis politiques d'opposition. Son devenir intrigue: l'Ouest sait ce qu'une étincelle estudiantine peut coûter à toute la société…

Témoignages d'activistes en graine

Pour présenter ce mouvement encore embryonnaire mais détonnant dans le paysage politique plutôt apathique de la Géorgie actuelle, nous avons interviewé quelques-uns de ces activistes et acteurs de premiers plans.

Giorgi Kikonichvili, ancien étudiant de la TSU, se dit dégoûté de l'obsolescence de l'enseignement et des cours «ineptes» qui y sont dispensés, il est actuellement inscrit à l'Université Ilia; éditorialiste pour l'hebdomadaire *Liberali*[1]. « *Un groupe indépendant d'étudiants de la TSU a préparé, tourné puis présenté un petit film intitulé* Targmne ! *Il présente les problèmes concrets des étudiants de notre faculté de science politique, problèmes communs à tous les étudiants: nous n'avons en effet aucun manuel universitaire en géorgien, alors que la loi stipule bien que l'enseignement doit se faire en géorgien, manuel compris* ».
Giorgi Gogoua, étudiant en science politique à la TSU, co-auteur du film cité ci-dessus : « *C'est une initiative d'étudiants mécontents. Nous voulions que les étudiants, les professeurs et l'administration, comme le Conseil des étudiants, trouvent une solution à cette question, et non pas accuser qui que ce soit par cette vidéo* ».
Khatia Nadaraia, étudiante en sociologie politique : « *Selon nous, les étudiants du Conseil autogéré de la TSU ne remplissent pas leur rôle, ne se soucient pas des vrais problèmes des étudiants. Lors de la présentation du film, certains ont remis en question leur gestion, et des membres du Conseil s'en sont alors physiquement pris à eux, des étudiants ont été blessés et violemment frappés. De plus, ces personnes nous menaçaient et nous insultaient* via *nos blogs consacrés à ces questions. C'était terrifiant* ».
Giorgi Kikonichvili : « *Un de ces membres a même eu l'audace de poster sur sa page Facebook une note déclarant que la démocratie et la liberté de parole étaient inutiles, et que les étudiants récalcitrants seraient punis* 'comme Hitler l'a fait au XX^{e} siècle !' *Ce fascisme latent nous a décidés à réagir, à organiser une manifestation non violente sur les marches de l'Université Djavakhichvili. D'autres étudiants se sont joints à nous, ainsi que quelques personnalités, des écrivains, musiciens, etc., et même des étudiants français et polonais* ».

Pourquoi, selon vous, ces membres du Conseil étudiants agissent ainsi ?

Khatia Nadaraia : « *Ils réagissent violemment à toute critique qui remet en cause leur utilisation du budget; ce sont des privilégiés qui ne font rien d'utile, à part se rendre à des réunions à l'étranger, sans se préoccuper des questions relatives à l'enseignement. Des privilégiés, car les anciens membres du Conseil sont devenus des officiels. Ce qui explique qu'ils conservent cette institution pour s'assurer leur avenir. Tout cela est évidemment lié à la politique* ».
Giorgi Gogua : « *Le film n'a pas posé de problème, tout a commencé juste après, quand les étudiants se sont mis à critiquer le Conseil autogéré, et que ses membres sont devenus violents. Ils ont manifestement un problème avec la liberté d'expression. D'où notre manif et nos masques* ».
Giorgi Kikonichvili : « *Les étudiants ont enfin eu le courage de s'opposer au Conseil, dont les membres sont notoirement partisans du parti au pouvoir de Mikheïl Saakachvili. Le Conseil est une sorte de laboratoire politique qui forme les futurs politiciens pro-gouvernement. Fondamentalement, le problème provient de toute la société géorgienne : elle est xénophobe, intolérante, en dépit des discours de notre Président qui la dépeint sous un jour idéal. Le faible niveau général de l'éducation en Géorgie est une explication. Seule une 'minorité cultivée' est progressiste et tolérante, surtout parmi les jeunes* ».

Y a-t-il eu des réactions officielles à votre mouvement ?

Giorgi Gogua : « *Plusieurs professeurs, dont certains qui interviennent dans notre film, admettent que le problème des manuels est important et nous soutiennent, mais presque aucun n'est venu à la manifestation* ».
Khatia Nadaraia : « *Pratiquement personne de l'Université ou du gouvernement ne bouge, ce qui tend à prouver qu'il y a des liens entre le Conseil, l'administration universitaire et le parti au pouvoir. Et si les médias indépendants parlent de nous, ce n'est pas le cas des chaînes pro-gouvernementales Rustavi 2 et Imedi, qui nous ignorent* ».
Giorgi Gogoua : « *Ce silence est inexplicable. Heureusement les réseaux sociaux, et surtout Facebook où nous sommes très actifs, relaient les informations sur notre mouvement* ».

Quelles sont vos revendications?

Giorgi Kikonichvili : « *Ce conseil est véritablement un héritage de l'URSS, à peine modifié. La plupart des personnes qui ont quitté ce Conseil de leur propre chef confirment qu'il n'est pas indépendant, qu'il fonctionne comme l'ancienne Union des étudiants soviétiques. Nous voulons que les membres du Conseil soient jugés pour leurs actes de violence, que le Conseil soit démis et que notre sécurité soit assurée. Notre mouvement ne fait que commencer, il est apolitique, c'est un mouvement purement étudiant, indépendant, nous ne prêchons pour aucune chapelle politique. Bien sûr, plusieurs partis nous courtisent, mais nous les rejetons, nous voulons nous débrouiller par nous-mêmes* ».

Pourquoi cette mobilisation seulement maintenant ?

Giorgi Kikonichvili : « *C'est une bonne question! Il faut savoir qu'en Géorgie, la liberté de parole, la responsabilité civile sont quasi mortes. La population, la jeunesse sont ce que j'appelle des 'morts vivants'. Ils ont peur du 'Big Brother qui les observe' ou sont simplement apathiques* ».

Entre apathie et révolte

Pour ces jeunes militants, le constat général est négatif. Ils soulignent l'arriération de l'enseignement, le manque de professionnalisme des professeurs et l'inertie générale. La question des livres non traduits n'est alors qu'un aspect d'un problème bien plus profond, nécessitant une réforme radicale et une modernisation urgente de l'université et des mentalités. Marina Muskhélichvili, professeure de science politique et dirigeante du Centre d'études sociales à Tbilissi, est la co-auteure d'un article sur l'état de l'enseignement supérieur en Géorgie[2].

Marina Muskhelichvili : « *Les professeurs de la TSU débattent de ces problèmes matériels depuis longtemps, tout le monde admet l'état déplorable des choses. En 2005, nous avions fait remonter cette question jusqu'au niveau du ministre de l'Education de l'époque, en vain. Nous étions au mieux ignorés, au pire traités de rétrogrades. Le ministre Alexandre Lomaïa a été jusqu'à déclarer que nous étions la «*partie génétiquement néfaste de la nation *» ! Il faut savoir que l'enseignement des sciences sociales est quelque chose de nouveau en Géorgie, il n'y a pas de littérature héritée de l'URSS. La fondation Soros, entre autres, a aidé à traduire des ouvrages et des manuels, mais c'est insuffisant. Il existe des petites bibliothèques dotées d'ouvrages en anglais, or cette langue n'est pas maîtrisée par la majorité des étudiants. Quant à la littérature en russe, certaines universités préfèrent l'éviter. De toute manière, les étudiants ne maîtrisent pas davantage cette langue. Le mode de gestion de toute l'université est aussi problématique... C'est une situation typiquement post-soviétique. Il sera intéressant de voir la réaction du nouveau recteur de la TSU (nommé il y a six mois), s'il saisira cette opportunité pour faire avancer les choses* ».

Dans son article paru en 2010, M. Muskhelichvili pointait le problème des manuels non traduits et de la faible implication des professeurs dans leur discipline. Elle espérait qu'un changement pourrait intervenir sous l'effet de l'influence extérieure, notamment du programme Erasmus Mundus de l'UE et de l'action des pays européens qui pousseraient le gouvernement géorgien à aligner son système sur celui de son « modèle » européen. Il se peut que le changement vienne plutôt de l'intérieur, des étudiants eux-mêmes.

La génération Saakachvili et Facebook

Ces étudiants, une trentaine d'activistes motivés, s'organisent et débattent des suites à donner au mouvement. Facebook est leur plateforme privilégiée, malgré un sentiment d'être « sur écoute ». Influence des «révoltes Facebook» du Maghreb ou mode de mobilisation désormais classique en ce début de XXI^{e} siècle, en tout état de cause, ces jeunes, qui vivent leur baptême politique, sont fortement politisés, plutôt libéraux de gauche et remontés contre le parti au pouvoir (le Mouvement national uni de Mikhéil Saakachvili, de droite), celui qu'ils connaissent depuis maintenant huit ans et dont ils ne voient pas la fin se profiler.

Pour tenter de comprendre l'état d'esprit qui règne au sein de cette mobilisation inattendue, il faut avoir en tête l'atmosphère générale dans le pays: la déception suite à l'enthousiasme suscité par la révolution des roses en 2004, l'intuition que les résultats de la prochaine présidentielle de 2013 sont joués d'avance, en faveur de l'équipe au pouvoir, l'absence de réelles opportunités de travail et de carrière, l'inertie ou l'incompétence des partis d'opposition comme la crise économique et sociale qui s'aggrave, tout cela alimente un sentiment diffus de ras-le-bol. Pour autant, ce petit groupe d'étudiants se refuse à tomber dans le défaitisme, le nihilisme ou l'indifférence.

Fondamentalement, ce mouvement s'appuie sur un besoin profond de reconnaissance, de justice, de transparence et de dialogue constructif. Il révèle l'état d'esprit certes d'une minorité, mais avec laquelle il faudra probablement compter, car ces jeunes activistes –peut-être les décideurs ou les opposants de demain– entrent dans une logique de bras de fer en voie de politisation. Ils auront à cœur d'étendre leur mouvement aux autres universités. Qui sait, peut-être même aborderont-ils de front des questions plus vastes, telles la dénonciation des bris d'empire soviétique tapis dans les couloirs d'administrations opaques, la modernisation à achever de la Géorgie et, à plus long terme, la révolution culturelle à engager dans un pays qu'ils estiment arriéré ?

Par Sophie TOURNON

Notes:
[1] Voir Sophie Tournon, « *Liberali*, ou l'héroïsme chaque semaine dans les kiosques », *Regard sur l'Est*, 16 juin 2010.
[2] Marina Muskhelishvili, Zurab Abashidze, « Science or Ideology ? : Georgian Crossroad », in Rainer Eisfeld, Leslie Pal (eds), *Political Science in Central and Eastern Europe: Diversity and Convergence*, Barbara Budrich, Opladen, 2010, pp.135-147.

Photo vignette : © Tazo Kupreishvili, http://georgianphotoblog.tumblr.com, avril 2011.

Retour en haut de page

date créée
01/05/2011
Champs de Méta
Auteur-article : Sophie TOURNON